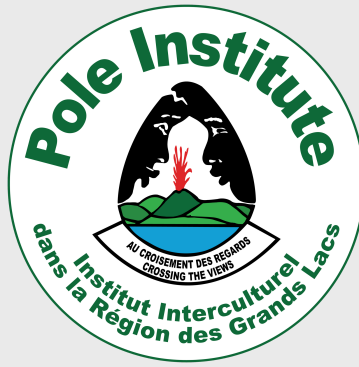




WEEKLY NOTE

NOTE DE CONJOCTURE

Vers un dialogue national inclusif en RDC ?

ANNÉE 2026

Deuxième semaine
Juillet 2026

Vers un dialogue national inclusif en RDC ?

Les récentes manifestations de l'opposition politique à Kinshasa semblent avoir trouvé un écho auprès du cercle rapproché du président Félix Tshisekedi. En cause, l'adoption de la loi référendaire par les deux chambres du parlement qui consacre un référendum pour lequel beaucoup d'observateurs voient la volonté de faire sauter le verrou constitutionnel qui empêche encore le président Félix Tshisekedi de briguer un troisième mandat qui serait anticonstitutionnel selon les lois en vigueur.

Au-delà des démarches institutionnelles qui passent par la loi sur le référendum, le pouvoir en place cherche aussi à faire un dialogue avec l'opposition politique mais sous un format taillé sur mesure qui ne remettra vraisemblablement pas en cause son objectif de maintenir Tshisekedi au pouvoir au-delà de 2028 à l'expiration de son second et dernier mandat. Les consultations entamées avec l'opposition politique par l'entremise de la présidence Angolaise étant au point mort pour des questions du contenu et du format du dialogue, Kinshasa insistant principalement sur la non-inclusion du président honoraire Joseph Kabila et les rebelles de l'AFC/M23, le président Tshisekedi semble vouloir exploiter une autre alternative.

Le manque d'avancée sur le plan du dialogue et l'accélération du processus de référendum ont principalement poussé l'opposition politique à organiser plusieurs manifestations à Kinshasa avec un succès quelque peu notable. Les contours de la marche prévue pour le 8 juillet reportée au 22 juillet puis finalement annulée à cause des interventions d'abord du président Burundais Evariste Ndayishimiye et ensuite sur demande des chefs religieux sollicités en médiateurs expliquent les récentes dynamiques. Dans cette note nous revenons sur les raisons de ce nouveau round de facilitation et ses implications.

Marginalisation de l'opposition politique dans différents processus de négociation et échec de la médiation angolaise

La crise actuelle en RDC principalement marquée par l'occupation des pans entiers du territoire congolais par les rebelles de l'AFC/M23 soutenus par le Rwanda a déjà conduit à plusieurs processus de négociation. Sont en cours le processus de Doha qui met à table le gouvernement congolais et l'AFC/M23 ainsi que le processus de Washington qui implique les gouvernements de la RDC et du Rwanda. Néanmoins, ces deux processus ne tiennent pas en compte plusieurs acteurs notamment les autres groupes armés et surtout excluent l'opposition politique. Le format du dialogue proposé par les chefs religieux de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et l'Eglise du Christ au Congo (ECC) semblait proposer un dialogue inclusif qui traite plusieurs dimensions de la crise congolaise dans toute sa globalité mais a toujours manqué le quitus du président Tshisekedi pour qu'il soit matérialisé.

En revanche, le président Tshisekedi avait sollicité son homologue angolais, le président João Lourenço, pour faciliter un dialogue national. Depuis le début de cette année, l'Angola avait accéléré des consultations avec tous les acteurs de la vie politique en RDC. Il ressort que Kinshasa n'a pas été d'accord avec la proposition angolaise qui suggérait la tenue d'un dialogue en Angola sous l'égide du président João Lourenço et qui inclurait tout le monde y compris Kabila et l'AFC/M23. Kinshasa, au contraire, préfère un dialogue sous l'égide du président

Tshisekedi et dont les participants ne vont ni questionner sa légitimité ni son ambition de changement constitutionnel et surtout qui vont s'aligner sur le narratif principal, celui qui explique la crise congolaise par l'unique prisme de l'agression rwandaise.

Opposition politique, Kabila et l'AFC/M23 : la courte implication du Burundi

Depuis un temps, l'Angola semble se retirer du dossier congolais surtout après que le pouvoir de Tshisekedi ait rendu clair son ambition de changement constitutionnel. Ce plan contrarie avec l'objectif d'un dialogue inclusif qui pourrait apaiser les tensions politiques tel que proposé par l'Angola. En guise de réponse, l'opposition politique à Kinshasa réunie au sein de la Coalition Article 64 (C64), a multiplié les actions de terrain par l'organisation d'une ville morte et a envisagé une série des marches de protestation. Pour renouer avec le dialogue avec les opposants, Tshisekedi avait jeté son dévolu sur le président Evariste Ndayishimiye du Burundi. Selon plusieurs sources, l'initiative de concertation de l'opposition congolaise portée par le Burundi aurait fait objet des discussions entre Tshisekedi et Ndayishimiye lors de la visite de ce dernier à Kinshasa le 23 juin dernier. La première conséquence de ces échanges entre Ndayishimiye et les opposants congolais a été le report de la marche du 8 juillet au 22 juillet et une rapide rencontre au Burundi.

Cependant la fragmentation de l'opposition congolaise et le statut du médiateur burundais interrogent. D'abord, il n'y a pas seulement une opposition congolaise mais des oppositions aux agendas parfois contradictoires. Alors que Martin Fayulu, Delly Sesanga, Jean Marc Kabund et d'autres opposants regroupés au sein de la plateforme C64 se sont montrés plutôt réceptifs à cette initiative, d'autres opposants regroupés au sein du Front commun pour le Congo (FCC), proche de l'ancien président Joseph Kabila se sont montrés réticents face à une probable médiation burundaise. En effet, le Burundi est considéré comme partie prenante au conflit armé depuis le début de la guerre. Au Sud Kivu, il fournit actuellement des milliers des soldats en appui aux FARDC pour lutter contre le M23 et son soutien rwandais. On peut donc entrevoir une certaine méfiance de l'AFC/M23 envers cette initiative burundaise.

L'autre facteur c'est le statut du président Ndayishimiye lui-même qui est en même temps président de l'Union Africaine qui pose problème. On peut donc se poser la question de savoir si le président burundais agit comme président de l'Union Africaine ou comme allié du président Tshisekedi. Cette double casquette pourrait justifier les réserves exprimées par une partie de l'opposition surtout celle proche de l'ancien président Kabila qui est accusé par Kinshasa d'être le parrain des rebelles de l'AFC/M23. En outre, la place du Burundi dans des processus de médiation déjà saturés pose question étant donné que l'Union Africaine avait déjà mandaté le président Togolais comme médiateur attitré de l'Union Africaine.

Entrée en jeu du tandem CENCO-ECC : L'opposition politique va-t-elle mordre à l'hameçon ?

Entre la volonté de changement constitutionnel, l'occupation des villes principales du Kivu par l'AFC/M23 et le statu quo des différents processus de médiation, l'opposition politique semble n'avoir pas trouvé son compte. Entretemps, la contestation continue de la légitimité du président Tshisekedi par une frange de l'opposition ne permet pas de construire un front

commun contre l'agression rwandaise aux yeux de Kinshasa. C'est sous cet angle qu'un rapprochement entre le camp Tshisekedi et une partie de l'opposition congolaise surtout celle regroupée au sein de coalition C64 a toujours été envisagée.

Dans une communication faite par Monseigneur Fridolin Ambongo de la CENCO après une audience avec le président Tshisekedi en date du 17 juillet 2026, le peuple congolais a appris l'organisation prochaine d'un dialogue national inclusif avec un accord de principe de Tshisekedi. Il faut noter que l'archevêque Evariste Ejiba Yamampia, le représentant légal et président de l'Eglise de Réveil du Congo (ERC), proche du pouvoir a aussi intégré l'équipe de médiation des chefs religieux initialement limitée au tandem CENCO-ECC. La première conséquence de cette démarche a débouché sur l'annulation de la marche de l'opposition fixée au 22 juillet sur demande des religieux en guise d'établir un climat apaisé en vue du dialogue.

Bien que le format et le contenu de ce dialogue ne sont pas encore définis, on assiste déjà à des divergences majeures entre les attentes du camp du pouvoir et l'équipe de la médiation de la CENCO-ECC. Ces divergences portent notamment sur l'objet principal du dialogue. Pour le pouvoir de Tshisekedi, le prochain dialogue doit regrouper tous ceux qu'il qualifie de vrais patriotes, c'est-à-dire ceux qui condamnent l'agression rwandaise, en vue de faire face à l'ennemi commun. En revanche, le duo CENCO-ECC insiste sur son inclusivité. On peut donc déjà entrevoir des discussions houleuses qui risquent de retarder la dynamique d'un dialogue inclusif.

Cependant, l'accord des opposants à participer à ce dialogue au moment où les grandes manœuvres de changement constitutionnel sont déjà en cours, pourrait tourner court. Bien que l'opposition politique peut s'aligner sur la condamnation de l'agression rwandaise, elle reste jusque-là profondément opposée à tout changement constitutionnel qui permettrait au président Tshisekedi de rester au pouvoir au-delà de 2028. On peut alors s'imaginer que les efforts de médiation de la CENCO-ECC se confrontent à une certaine réticence même au sein de l'opposition politique. Plusieurs préalables liés aux critères d'exclusion des participants ou au manque des mesures de décriminalisation notamment à la suite du procès visant les opposants politiques pourraient bloquer le processus avant qu'il n'ait même commencé.

Conclusion

Au moment où des grands bouleversements s'observent en RDC, le pouvoir, l'opposition politique et l'opposition armée cherchent tous à renforcer leur positionnement au vu des enjeux en cours. L'accord de principe donné par le président Tshisekedi aux chefs religieux pour commencer à consulter les acteurs politiques et d'autres détenteurs d'enjeux en vue de l'organisation d'un dialogue inclusif est un motif d'espoir, mais plusieurs questions liées au format et au contenu de ce dialogue demeurent. Entre la volonté de créer un camp de la patrie contre l'agression rwandaise qui passe par l'AFC/M23 et l'intransigeance sur la question du changement de la constitution, les objectifs des uns et des autres semblent irréconciliables. La suite donnée par la Cour constitutionnelle à la loi sur le référendum déjà adoptée par les deux chambres, se révèle être un bien mauvais présage. Que cette Cour se soit proclamée incompétente en la matière, n'est-ce pas là une fuite de responsabilité face à une question dont dépend pourtant le destin du pays !

Bon nombre d'observateurs pensent aussi que ce dialogue est une manœuvre du pouvoir consistant à gagner du temps au vu de la pression politique exercée par les opposants à Kinshasa, les avancées du M23 sur terrain principalement au Sud Kivu mais aussi la pression des pairs du président Tshisekedi qui voient dans ce dialogue inclusif un passage implacable pour résoudre la crise congolaise. Cependant l'inclusivité de ce dialogue commence déjà à poser question au moment où l'AFC/M23 a déjà annoncé ne pas être concernée. Les prochains mois vont donc être cruciaux pour renseigner sur le cours des événements qui malheureusement semblent être devenus un jeu d'acteurs assoiffés du pouvoir pour qui les réelles préoccupations du peuple passent au second plan.